



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse CFEJ

Vision 2035 pour une Suisse jeune

La Suisse de demain vue par la CFEJ

Berne, novembre 2015

Table des matières

0	Une politique jeune : vue d'ensemble des points clés	4
1	Durabilité	6
2	Famille	7
3	Santé et épanouissement	8
4	Formation	9
5	Travail et emploi	11
6	Participation et responsabilité	12
7	Cohésion	13
8	Coopération internationale	14
9	Sécurité	15

Vision 2035 de la CFEJ pour une Suisse jeune

La Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) s'engage depuis 1978 en faveur des enfants et des jeunes. Tandis que diverses grandes dates de l'histoire – telles que 1315, 1415, 1515 et 1815 – sont évoquées cette année dans les médias, nous avons fait le pari de nous projeter en 2035. Dans 20 ans, les jeunes d'aujourd'hui joueront un rôle clé dans le développement de la Suisse. Mais à quoi ressemblera 2035 ? Les perspectives sont incertaines, comme toujours dans les périodes de transformation. Les opportunités et les risques semblent plus importants que jamais. Les nouvelles technologies, l'alphabétisation croissante, les progrès de la médecine ou encore la mobilité de la main-d'œuvre élargissent le champ des possibles. A l'inverse, les crises financières, les guerres dans l'est de l'Europe et en Orient, le sort des réfugiés et les catastrophes environnementales posent d'immenses défis. Nous souhaitons, avec nos thèses et nos propositions, infléchir les décisions actuelles des instances sociales, politiques et économiques afin d'offrir les meilleures perspectives possibles à la jeunesse actuelle.

Tel est l'objectif de notre VISION 2035 centrée sur la « Suisse jeune ». Nous soutenons une politique de l'enfance et de la jeunesse dynamique et innovante, et encourageons notre Suisse quadrilingue à prendre conscience de son potentiel : elle peut servir de référence par sa manière de bâtir l'avenir et doit saisir les opportunités et relever les défis avec courage. Il s'agit de s'inspirer du modèle de réussite qu'est la « Suisse de 1848 » et de lui donner un nouveau souffle, afin que la Suisse rayonne sur son territoire comme à l'étranger, qu'elle inspire confiance et qu'elle soit au rendez-vous pour résoudre les problèmes pressants.

Pour la CFEJ, les grands enjeux sociaux, économiques et écologiques nécessitent un esprit positif, curieux et créatif : il faut envisager les crises comme autant d'opportunités et explorer les nombreuses possibilités d'évoluer vers un mieux. Il s'agit, pour la société et la politique, de se distancer d'une attitude axée sur la préservation des acquis pour oser une perspective jeune et visionnaire. La Suisse doit être le lieu où les rêves personnels et communs peuvent se réaliser. La vie doit y être empreinte de joie et de solidarité avec nos concitoyens et avec l'étranger.

Une politique favorable aux jeunes doit faire de notre Suisse aux multiples facettes un pays jeune pour toutes les générations, un pays qui soit prêt à affronter l'avenir. Le respect des aînés et la valorisation de l'expérience enrichissante des seniors sont un aspect important d'une société prospère tournée vers l'innovation, la solidarité et l'inclusion, indissociablement lié aux perspectives d'avenir de la jeunesse et de la société dans son ensemble.

Pour que la Suisse de 2035 corresponde à cette vision, il va falloir se mobiliser. Aujourd'hui, après une longue phase de prospérité et d'allongement de l'espérance de vie (vieillesse démographique), la politique se concentre sur les questions de protection. Si les systèmes de rentes sont bien développés, on constate des déficits au niveau des politiques de la famille, de la jeunesse et de la formation, ainsi qu'une surexploitation des ressources naturelles. La Suisse doit être comprise comme une communauté de volonté orientée vers l'avenir, qui joue un rôle pionnier en investissant à long terme dans le potentiel de ses 8 à 10 millions d'habitants et de son territoire – à savoir dans la mise en œuvre des droits de l'homme, la formation, l'intégration de la population d'origine étrangère, l'inclusion des groupes sociaux défavorisés, le développement de la prospérité et la protection de la nature. La solidarité avec le reste de la planète se traduit par des relations commerciales équitables et par une contribution active au sein des organisations multilatérales. Il faut tenir compte des effets à court, moyen et long termes des décisions politiques et veiller à ne pas restreindre la liberté des prochaines générations. Il s'agit pour ce faire de mener une politique prospective performante s'appuyant sur des structures adéquates et des processus permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs.

Pour mieux asseoir nos propositions, nous les avons rédigées en prenant le point de vue de 2035. Telle est la « Suisse jeune » que nous voulons réaliser ensemble pour 2035.

0 Une politique jeune : vue d'ensemble des points clés

D'ici vingt ans, le monde aura changé au moins autant que durant ces vingt dernières années. Pour la jeunesse actuelle, 1995 était une époque préhistorique où les iPhones n'existaient pas et où les véhicules à forte consommation d'essence étaient légion. En 2035, grâce aux nouvelles technologies, nous circulons dans des véhicules à zéro émission, nous menons les tâches intellectuelles sans nous déplacer, nous nous soignons avec des médicaments sur mesure et nous avons le temps et l'espace nécessaires pour rencontrer véritablement nos concitoyens. Les smartphones traduisent parfaitement tout ce que nous voulons dans toutes les langues, et les échanges d'informations et de connaissances se sont accrus de façon exponentielle. Dans notre vision, les jeunes et la société dans son ensemble bénéficient des meilleures possibilités d'épanouissement.

La **durabilité** est définie dans l'optique des générations futures : la gestion des ressources naturelles et des finances, l'engagement social et la réglementation ont pour objectif premier de préserver la liberté des prochaines générations. Les lois peu efficaces ont été révisées sur la base d'exemples de bonnes pratiques. Les zones non construites sont protégées sur le modèle de la loi sur les forêts. Grâce à sa position de pointe en matière de recherche et de développement, la Suisse de 2035 est indépendante en matière énergétique. Les dizaines de milliards qui partaient autrefois vers les dictatures pétrolières sont désormais investis en Suisse dans l'intelligence et l'innovation. Le travail, la formation, l'éducation et les loisirs sont optimisés tout au long de la vie, compte tenu de l'allongement de l'espérance de vie : les habitants commencent à cotiser plus tôt à l'assurance-vieillesse, l'éducation et le bénévolat sont tenus en haute estime par la société et sont, sur le plan juridique, assimilés à l'activité lucrative. Les héritages entre retraités sont modérément imposés afin de contribuer à la réduction de la dette. Des plateformes de communication modernes permettent des échanges entre toutes les régions du pays et entre les générations.

La **famille**, dans toutes ses formes, revêt une grande importance juridique et sociale en 2035, et le bien de l'enfant est au centre de l'attention. La Suisse, naguère en retard, fait désormais partie, avec les pays scandinaves, des Etats les plus avancés en la matière. Cette évolution est le fruit de forces sociales importantes, qui ont agi en collaboration avec l'économie. En 2035, la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale va de soi aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Le potentiel de tous les parents est valorisé pour l'éducation et le travail. L'aide au voisinage et la solidarité intergénérationnelle sont des valeurs partagées. Les pouvoirs publics créent des conditions favorables aux familles dans les quartiers résidentiels, avec des lieux de rencontre et des offres de loisirs. Les familles peuvent ainsi s'organiser elles-mêmes dans une large mesure. Les offres de conseil, d'accueil et d'aide sont axées sur l'éducation précoce et la prévention. Le bien de l'enfant est toujours au cœur des préoccupations et le taux de natalité est en augmentation.

La Suisse de 2035 possède un excellent **système de santé**. Les gens y sont heureux et **épanouis**, et donc ouverts, courageux et porteurs de visions. La diversité culturelle et sociale du pays est source d'innovation. Les progrès technologiques sont exploités de façon ciblée afin de créer des améliorations sociales. Les progrès de l'informatique facilitent la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale ainsi que le partage des activités d'aide non rémunérées. Les nouvelles formes de vie et de travail permettent à beaucoup de réduire leurs déplacements. Les possibilités d'exercer une activité physique ou de pratiquer un sport dans l'environnement immédiat sont nettement plus nombreuses, et l'air y est sain. Les maladies cardiovasculaires sont en net recul. En 2035, l'alimentation saine occupe une place importante dans les écoles et dans toute la société. Les services de consultation fournissent des informations exhaustives en matière de santé, sans paternalisme. La population jouit d'une grande liberté et chacun assume sa part de responsabilité.

La Suisse de 2035 est un **lieu de formation, de recherche et de développement**. Elle possède un paysage de la formation unique au monde où la formation fait partie de la vie et qui intègre parfaitement la diversité des régions du pays. La formation est à la fois formelle, non formelle et informelle, et elle constitue un droit. Sa grande souplesse et l'offre de qualifications complémentaires permettent à chacun de trouver sa voie. Les années de pratique et de transition, en particulier celles passées dans une autre

région linguistique, occupent une place de choix. Grâce aux nouvelles formes de séjours linguistiques adaptées à tous les cursus de formation, la connaissance d'une deuxième voire d'une troisième langue nationale et de l'anglais est la norme en 2035. Le plurilinguisme de l'ensemble de la population est un avantage important au niveau international et un facteur de stabilité politique. Le système de formation est très souple, afin que chacun puisse se former et se perfectionner en fonction de ses aptitudes.

En 2035, **le travail et l'emploi** ont été redéfinis. Les tâches éducatives et les activités d'utilité publique ont la même valeur que l'activité lucrative. Grâce au service citoyen obligatoire et à la valeur accordée à l'expérience pratique précoce, la vie active commence plus tôt. Vu l'allongement de l'espérance de vie et l'amélioration de la santé, elle dure environ 50 ans, durée modulée selon la pénibilité physique du travail. Les nouvelles technologies sont mises à profit pour réduire les pertes de temps liées aux déplacements et pour simplifier ou déléguer les tâches répétitives. Les systèmes de formation et de travail sont nettement moins cloisonnés et l'assurance-chômage s'est transformée en une « assurance travail, activité d'aide non rémunérée et formation continue » efficiente et efficace.

En ce qui concerne **la participation et la prise de responsabilités**, les enfants et les jeunes, ainsi que toutes les autres franges de la population, bénéficient de procédures simples et transparentes, dans tous les cantons et communes et au niveau fédéral. Les technologies modernes permettent la transmission des informations nécessaires et soutiennent les processus démocratiques de décision. Dans de nombreux cantons et communes, les jeunes ont le droit de vote dès l'âge de 14 ou 16 ans, comme il était d'usage au Moyen-Age dans de nombreuses régions de Suisse. Grâce à l'ouverture de la participation aux plus jeunes et à l'allongement de l'espérance de vie, cinq générations contribuent désormais généralement aux projets et aux décisions. Les résidents étrangers ont les mêmes droits et obligations que les Suisses.

La **cohésion** ou « vivre ensemble » concrétise le projet d'une Suisse comme nation basée sur la volonté. Les personnes ne se définissent plus en fonction de leur origine. La Suisse de 8 à 10 millions d'habitants est organisée autour d'un socle commun de valeurs inscrites dans la Constitution fédérale. Ses multiples facettes et sa diversité culturelle en font un laboratoire pour une unité fructueuse face à la mondialisation. Les libertés individuelles, la démocratie et le pluralisme politique sont des valeurs clés. L'Etat de droit protège les libertés et définit les devoirs. Il prône la liberté et l'égalité des chances pour tous. La société civile est habitée par un esprit de responsabilité partagée et de solidarité avec les personnes défavorisées. Tous les cursus de formation insistent sur l'apprentissage des langues nationales et la découverte de la diversité culturelle, et les semestres d'échange sont désormais la règle quel que soit le type de formation. La Suisse est ainsi une société d'inclusion bien positionnée dans la concurrence internationale. Le service citoyen obligatoire pour tous est lui aussi orienté vers les échanges interculturels et l'apprentissage des langues.

La Suisse de 2035 cultive la **coopération internationale** par le biais d'une intégration intense, montrant ainsi à quel point elle tient à promouvoir les intérêts de la planète, la formation et la solidarité. Comme championne de la mondialisation, elle profite de ses excellents contacts économiques, diplomatiques et culturels dans tous les pays pour transmettre ses valeurs et s'engager dans des coopérations. La politique d'immigration s'appuie sur la « red card » helvétique. Les années d'échange et de formation constituent la base du transfert de connaissances et de valeurs et permettent le développement de partenariats durables. La politique économique et commerciale mise sur le commerce équitable. Le soutien à l'agriculture suisse est séparé des relations commerciales avec les Etats agricoles du sud. L'aide au développement classique a été remplacée par des coopérations permanentes à tous les niveaux, qui assurent la transmission de valeurs, le développement et la lutte contre la pauvreté.

En 2035, la **sécurité** englobe tous les aspects de la vie. Dans le domaine politique, elle comprend, outre la police, le renforcement des compétences individuelles et la prévention dans les domaines de la famille, de la formation, du social, du marché du travail et du développement urbain. La politique de sécurité est cohérente ; la professionnalisation ciblée est combinée à un « empowerment » de la société civile. Les services de sécurité sont bien organisés, le corps des gardes-frontières ne manque pas de matériel moderne et assure également la sécurité dans les trains et les aéroports. Le service militaire

obligatoire a été remplacé par un service citoyen d'une année pour tous les habitants de 18 à 25 ans. Ce service peut s'effectuer dans le domaine militaire, dans la protection civile ou sous la forme d'un service civil, ce dernier pouvant être effectué dans toutes les régions du pays, dans les domaines de la santé, de la protection sociale, de l'agriculture de montagne, de la protection de la nature, de la coopération internationale, ou encore dans le service public. La Suisse de 2035 joue un rôle de premier plan dans la recherche sur les conflits et dans les échanges internationaux sur les questions de sécurité.

1 Durabilité

La Suisse de 2035 a compris que nous ne faisons qu'emprunter la Terre à nos enfants. Elle contre l'expansion urbaine et la surexploitation des ressources naturelles et économiques par des réglementations mesurées et des investissements ciblés. Elle assure ainsi aux prochaines générations un niveau de vie élevé et une liberté d'action suffisante. La loi protège les espaces non construits en dehors de certaines zones, répondant ainsi aux besoins des personnes en quête de calme, des sportifs, des associations et d'autres usagers. Les jeunes ne manquent pas d'espaces de loisirs. Même dans les zones d'habitation, les enfants ont suffisamment d'aires de jeu et sont activement impliqués dans leur aménagement. Ils peuvent y laisser libre cours à leur imagination et acquérir de précieuses expériences.

Enfants et adolescents se soucient déjà de la biodiversité et de la qualité de l'eau et de l'air. Ils découvrent de manière ludique des modes de vie impliquant une très faible consommation énergétique. Ils sont guidés en cela par leurs parents, mais aussi par les enseignants et les animateurs jeunesse ou encore les associations. L'Etat a reconnu l'importance du rôle de relais joué par tous ces acteurs. Il a choisi de les sensibiliser de manière ciblée plutôt que de les contraindre à transmettre certaines règles de comportement. Il incite ainsi les personnes relais, mais aussi les enfants et les jeunes à réfléchir par eux-mêmes sur ce thème. Les personnes relais décident de leur propre chef des idées qu'elles veulent transmettre et de la manière de le faire. Les faibles besoins énergétiques sont intégralement couverts par des énergies renouvelables, notamment l'énergie éolienne, hydraulique, géothermique et solaire.

Une plateforme s'inspirant à la fois de Wikipedia, Facebook, Twitter, Easyvote, WhatsApp et d'autres réseaux interactifs a vu le jour en 2020. Ses interfaces innovantes adaptées à différents médias en font un lieu de rassemblement pour toutes les générations et toutes les cultures, par le biais des canaux les plus divers. Les échanges et débats internationaux n'ont ainsi plus rien d'exceptionnel pour les jeunes, qui sont aussi en contact étroit avec le monde politique, l'administration et le secteur privé. La plateforme constitue un instrument de communication simple et rapide où les utilisateurs peuvent notamment demander directement l'avis des autres ou s'inspirer mutuellement. Les jeunes ont la possibilité d'y trouver un soutien financier et technique pour des projets durables, surtout si ceux-ci peuvent servir de modèle.

Grâce à ce réseau, le quotidien se vit localement. Les rencontres directes et les échanges personnels revêtent une grande importance. Les enfants et les jeunes n'ont ainsi presque jamais besoin d'un moyen de transport qui nécessite davantage que leur énergie musculaire. Pour les plus grandes distances, en particulier pour les loisirs, la plateforme coordonne des offres d'échange. A partir d'un certain âge, chacun peut louer spontanément aux meilleures conditions et dans de nombreux endroits un véhicule léger avec un système de pilotage quasi automatique et un système de propulsion au bilan climatique neutre. Le partage est la norme pour de nombreux autres objets utilisés sporadiquement. C'est toute la société qui fait ainsi des économies, tandis que les enfants et les jeunes profitent d'objets qui seraient sinon hors de leur portée. A mesure qu'ils grandissent, les enfants et les jeunes peuvent utiliser gratuitement de plus en plus de ressources à condition de consacrer quelques heures par an à leur entretien. Les heures de travail peuvent aussi être échangées contre un abonnement aux transports publics. Une heure donne droit à l'utilisation gratuite des transports en commun d'un canton pendant un mois. Pour voyager au-delà des frontières cantonales, les enfants et les jeunes peuvent se procurer des bons de 250 km par heure de travail supplémentaire. Ils acquièrent du même coup de précieuses aptitudes motrices, techniques et sociales. Les petits écarts de conduite sont également sanctionnés par des heures de travail.

Afin de laisser les mains libres à la prochaine génération, une grande part de la dette publique a été épongée. La durée de la vie active tient compte de l'allongement de l'espérance de vie et de l'exercice précoce de responsabilités sociales comme les tâches éducatives et l'aide au voisinage. Le seuil d'accès à la prévoyance professionnelle est fixé à un niveau tel que tous les salariés sont assurés. L'activité lucrative n'est plus le seul facteur déterminant pour le calcul des prestations de prévoyance versées par les pouvoirs publics. L'engagement au service du bien commun, dans ses formes les plus diverses, est également pris en compte, tout comme les activités correspondantes exercées par les jeunes. Le taux d'imposition est nettement plus élevé qu'en 2015 pour les personnes au train de vie luxueux et pour celles qui s'enrichissent sans investir dans des projets durables. Les retraités en particulier font toutefois usage de la possibilité qui leur est offerte de réduire leurs impôts au niveau de 2015 en s'engageant pour le bien commun. Mais de nombreuses personnes préfèrent encore payer des impôts plutôt que de s'engager socialement. Ces recettes supplémentaires sont consacrées à des investissements et à la réduction de la dette publique résiduelle. La quote-part fiscale est globalement faible et reste inférieure à celle des pays voisins et des places économiques concurrentes.

2 Famille

La famille conserve une importance primordiale en tant que lieu d'appartenance et communauté inter-générationnelle, malgré la grande mobilité sociale et géographique. Un élément fondateur de la famille reste l'enfant dont on prend soin et à qui on assure un développement sain. Les formes de vie familiale se sont encore diversifiées au cours des 20 dernières années, une évolution qui se reflète dans les adaptations législatives et le développement de conditions cadre favorables aux enfants et aux familles. Chaque enfant, quel que soit le type de famille dans lequel il vit, a tout ce qu'il lui faut pour bien grandir, sur les plans matériel, émotionnel, intellectuel et sanitaire.

Le droit de la famille révisé tient compte des diverses constellations parentales et des multiples formes de vie familiale et accorde la priorité absolue à l'enfant et à ses intérêts. A la naissance, les parents concluent une convention définissant leurs rôles respectifs. Cette convention est adaptée lorsque la structure familiale change – par exemple si les parents se séparent ou qu'un nouveau couple se forme – ou à la demande d'une personne concernée.

Les liens biologiques ne sont plus le seul critère d'attribution de l'autorité parentale : celle-ci est octroyée indépendamment de l'état civil, du sexe ou de l'orientation sexuelle. Dans les faits, ce sont la plupart du temps encore les parents biologiques qui veillent aux intérêts de l'enfant. Mais il arrive que d'autres personnes jouent aussi ce rôle de parent, par exemple dans les couples homosexuels, en cas d'adoption ou dans les familles nourricières. Pour certains enfants, l'autorité parentale est ainsi partagée par trois ou quatre adultes qui ont à leur égard des obligations, mais aussi des droits. Les possibilités d'attribution de l'autorité parentale ont été étendues dans la perspective du bien de l'enfant, afin de mieux tenir compte du fait que les familles évoluent avec le temps – les parents biologiques peuvent par exemple se séparer ou ne plus être capables de s'occuper eux-mêmes de leur enfant pour des raisons de santé.

Les familles bénéficient d'offres d'accueil extrafamilial variées et peuvent s'organiser comme elles l'entendent indépendamment de leur lieu de résidence. Chaque ville et chaque région possèdent des quartiers résidentiels, des lieux de rencontre ou des offres de loisirs favorables aux familles. Les centres familiaux régionaux proposés par les cantons et les communes contribuent largement à la diffusion d'informations et à la mise en réseau. Leur offre d'informations sur les questions en lien avec la vie familiale est d'accès facile. Ils hébergent par ailleurs des services de consultation et d'aide, qui n'hésitent pas au besoin à diriger les familles vers d'autres instances compétentes. Mais ces centres sont avant tout des lieux de rencontre qui aident les familles à s'organiser elles-mêmes. Ils proposent certaines offres de base, comme la consultation de puériculture ou le conseil parental, mais constituent aussi pour leurs utilisateurs (les familles de la région concernée) un pôle d'échange où ils peuvent offrir

ou organiser eux-mêmes des services. Si par exemple une personne souhaite instaurer un groupe de jeu dans son quartier ou dans son village, elle peut se rendre au centre pour obtenir des conseils ou trouver d'autres personnes intéressées. Et les parents qui souhaitent échanger avec d'autres sur certaines questions éducatives peuvent utiliser à cette fin les locaux et l'infrastructure du centre. Les collaborateurs du centre apportent leur aide pour la coordination, ainsi que pour la mise en œuvre, si nécessaire. Seniors, enfants ou parents dans différentes situations s'y rencontrent pour échanger, rechercher des solutions ou concrétiser leurs envies et leurs rêves. Des centres familiaux adaptés aux réalités locales ont vu le jour aux quatre coins du pays ces quinze dernières années.

En cas de conflit ou de séparation des parents, la famille bénéficie d'un accompagnement et d'une aide répondant à des normes comparables dans tous les cantons. Des professionnels sont à l'écoute des enfants : la recherche de solutions tient compte de leurs besoins et de leur appréciation de la situation. Différentes offres (médiation, cours) sont proposées aux parents pour les aider à se concentrer sur leur rôle. Les parents parviennent ainsi très souvent à faire passer leurs problèmes de couple à l'arrière-plan, dans l'intérêt de leurs enfants.

Une étude réalisée par l'Institut de recherche en matière de famille et de relations intergénérationnelles de l'Université de la Suisse orientale sur mandat de l'Office fédéral des familles et de la jeunesse, fondé en 2022, montre que le développement ciblé et coordonné d'offres de prévention et d'offres de soutien faciles d'accès en faveur des familles et des enfants (par ex. centres de conseil parental, travail social en milieu scolaire, etc.) a contribué de manière significative à la baisse des crises familiales de longue durée impliquant des enfants.

Partout en Suisse, toutes les familles ont accès à des offres d'accueil extrafamilial en suffisance répondant à des normes de qualité élevée indépendamment de leur situation financière. A l'instar des pays scandinaves, la Suisse est ainsi pionnière en matière de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. L'évolution des rôles au sein de la famille qui se dessine depuis les années 2010 s'est poursuivie au point d'aboutir à une répartition quasiment égale des tâches d'aide non rémunérées entre les hommes et les femmes, comme en témoignent les statistiques de ces deux dernières années. Ces tâches comprennent la garde et l'éducation des enfants, les travaux ménagers et la prise en charge de proches malades ou âgés. Sur ce plan aussi, la Suisse joue depuis peu un rôle de modèle. Cette évolution est le résultat d'un tour de force politique, qui a rassemblé les partis politiques (des jeunes parlementaires de presque tous les partis devenus pères dans les années 2010 ont déposé des interventions en ce sens), mais aussi les milieux économiques et de larges franges de la population. Ces efforts ont débouché sur l'introduction d'un congé de paternité financé par les allocations pour perte de gain, ainsi que sur la croissance de l'offre de postes à temps partiel et d'autres modèles de temps de travail favorables aux familles. Les femmes restent plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel, mais les pères – principalement ceux avec un enfant de 0 à 10 ans – sont de plus en plus nombreux à réduire leur taux d'occupation. Ainsi, la proportion de jeunes pères à temps partiel est passée de 16 à 38 % en l'espace de 20 ans. Tout cela a aussi eu un impact sur le taux de natalité, qui est de nouveau en hausse depuis quelques années.

3 Santé et épanouissement

La population de la Suisse de 2035 est majoritairement en bonne santé, satisfaite et équilibrée. Elle envisage l'avenir avec optimisme et se réjouit des avancées en matière de santé. Etre en bonne santé est à la mode : les gens bougent davantage et sont attentifs à leur alimentation. Les coûts de la santé sont en baisse depuis 2020, grâce à une prévention précoce efficace qui a surtout permis de réduire les maladies cardiovasculaires. Le manque d'activité physique n'est plus un problème, car la population a suffisamment de temps libre pour bouger et garder la forme. La tendance à une alimentation saine et équilibrée a elle aussi eu un effet positif sur la santé et les coûts.

La Suisse a des institutions qui promeuvent la santé de manière optimale et efficace. Toutes les personnes et institutions actives dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la prise en charge des enfants et des adultes assurent la promotion de la santé et la prévention. Un centre national coordonne les activités des centres cantonaux en matière de promotion de la santé. Il soutient et met en réseau des projets, et garantit une mise en œuvre optimale des mesures de promotion. Un projet national a par exemple été lancé en 2018 pour réduire le prix des fruits et des légumes par le biais de subventions des pouvoirs publics. Les gens ont ainsi une alimentation plus saine, indépendamment de leur niveau de formation et de leur revenu.

Tous les habitants du pays ont droit à des mesures de promotion de la santé et à des mesures curatives tout au long de leur vie. Ces offres rencontrent beaucoup de succès. La promotion de la santé commence dès la grossesse : identifier au plus vite les risques pour le développement physique, mental et psychique permet de prendre des mesures de précaution. Les spécialistes collaborent étroitement avec les futurs parents afin d'accompagner de manière ciblée le début de la vie. Ce soutien se poursuit jusqu'à l'âge adulte. Pendant toute leur scolarité, les enfants ont accès gratuitement à des services de santé scolaire à la pointe du progrès et adaptés à leur public cible. Par ailleurs, ils sont informés sur les risques, ainsi que sur les mesures de prévention et de promotion de la santé. Ils apprennent ainsi très tôt à prendre leur santé en main. Les besoins fondamentaux des enfants, des adolescents et des adultes dans ce domaine sont bien couverts. Les personnes atteintes dans leur santé physique ou psychique reçoivent une aide adaptée à leurs besoins. Même les personnes socialement ou financièrement défavorisées bénéficient de soins optimaux en Suisse. Les coûts de la santé sont partagés par l'ensemble de la société et les personnes dans le besoin sont soutenues.

Les dépenses importantes engagées par le passé pour soigner les addictions sont désormais consacrées à l'information de la population sur l'origine des addictions et à des mesures pédagogiques et préventives.

Pendant leurs loisirs, les habitants de la Suisse peuvent exercer une activité physique ou se reposer, avec tous les bénéfices que cela implique en termes de santé et de satisfaction dans la vie.

Les enfants et les jeunes sont actifs au sein de sociétés, d'associations, de clubs et de lieux de rencontre, dans les domaines sportif, artistique, politique, social, cognitif ou culturel. Les adultes non plus ne manquent pas d'offres de loisirs qui leur permettent de s'épanouir et d'améliorer l'équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie privée. Ces offres sont en outre un lieu de rencontre où se développent les échanges, source de cohésion sociale. Elles ont connu une forte croissance et sont fortement sollicitées en 2035.

4 Formation

La Suisse est un lieu de formation par excellence où règne le droit à la formation, qu'elle soit informelle, formelle ou non formelle. Chacun se forme en fonction de ses besoins, de ses intérêts, de ses aptitudes et de ses compétences.

La formation commence dès la naissance. Le nouveau-né est accueilli. Il découvre son identité grâce à des parents solides et à un environnement sain. Toutes les familles ont accès aux offres de soutien et d'encouragement des structures d'accueil extrafamilial (voir point 2).

Des connaissances sont transmises aux enfants et aux jeunes, mais ceux-ci sont aussi encouragés, à tout âge, à faire du sport et à vivre des expériences culturelles. L'apprentissage d'une deuxième langue nationale jette une passerelle vers les offres en dehors de l'école. Les enfants et les pédagogues font preuve d'intérêt et d'ouverture pour les personnes d'autres régions linguistiques ou parties du pays et n'hésitent pas à les rencontrer. Les élèves et les adultes engagés dans tels projets obtiennent le soutien dont ils ont besoin.

Les enfants en bas âge se mêlent aux autres enfants, accompagnés par des éducateurs et d'autres adultes. La société n'est pas cloisonnée. La nouveauté et l'inconnu suscitent curiosité et intérêt. Les entretiens philosophiques avec la jeune génération font partie du quotidien. Le rythme de développement de chaque enfant est respecté : les enfants intègrent un groupe dans lequel ils acquièrent des compétences et poursuivent des objectifs d'apprentissage en fonction de leur niveau de développement.

A l'école enfantine, les enfants nouent des relations avec la nature et leur environnement en abordant certaines thématiques clés. Ils s'exercent à s'organiser au sein d'un groupe et à trouver leur place. Ils apprennent aussi à formuler leurs besoins. Ils trouvent un équilibre entre donner et recevoir, apprennent à prendre des responsabilités et se sentent à l'abri et en sécurité.

A l'école primaire, les enfants étudient d'une manière adaptée à leur âge le fonctionnement de la société suisse et le vivre ensemble. Ils sont petit à petit invités à participer à la société et à s'impliquer.

A l'école secondaire, les jeunes citoyens restent motivés à acquérir de nouvelles connaissances. Ils poursuivent leur parcours de formation avec le soutien de pédagogues, de scientifiques et d'artistes. Ils réfléchissent ensemble à leur système de valeurs et aux modèles à suivre. Ils ont accès à un large savoir. Leurs attentes envers les adultes et la société sont entendues. Ils éprouvent le fonctionnement du processus de formation en assumant les conséquences de leurs actes. Chacun a l'occasion de faire la preuve de ses aptitudes. Les jeunes peuvent acquérir de l'expérience professionnelle et expérimenter différents milieux professionnels. Dans le cadre de projets, ils peuvent aussi s'essayer à la recherche et à l'approfondissement de thématiques, afin de prendre goût aux études et de s'y préparer.

Des offres de formation non formelle et informelle accompagnent et enrichissent la formation formelle, dans l'optique d'une formation globale. Les organisations et associations de jeunesse, dont certaines existent en Suisse de longue date, jouent toujours un rôle dans l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse. L'école et les loisirs sont des lieux où les enfants se sentent bien. Ils peuvent tisser des liens sociaux aussi bien à l'école que dans les structures d'accueil extrafamilial et lors d'activités extrascolaires (animation enfance et jeunesse en milieu ouvert, associations et groupements), qui sont accessibles à tous. Des offres de soutien sont disponibles en suffisance. L'animation enfance et jeunesse en milieu ouvert offre des possibilités attrayantes de participer à des projets d'échange. Elle s'appuie sur les besoins des jeunes. L'acquisition de compétences qui s'y déroule est reconnue. Les organisations de jeunesse ont des organisations partenaires (sur le modèle des communes jumelées) avec lesquelles elles mettent sur pied des échanges. La coordination entre l'école et les autres lieux de formation s'est fortement améliorée ces dernières années. La jeune génération peut ainsi associer expérience pratique et théorie, et développer les acquis scolaires. L'expérience pratique est aussi une source d'apprentissage. Les enfants et les jeunes se voient confier des responsabilités adaptées à leur âge. Les jeunes forment d'autres jeunes, par exemple au sein d'une association ou dans le cadre de nouvelles formes d'apprentissage mutuel à l'école. Les nouvelles technologies, comme les hologrammes et les imprimantes 4D (avec le goût), etc., permettent de tout représenter de manière très authentique.

En Suisse, l'accès aux médias constitue un droit et il existe en 2035 de nombreux médias adaptés aux enfants. Les jeunes développent leurs compétences médiatiques et s'exercent à la liberté d'expression au sein d'associations. Une chaîne d'information diffuse des hologrammes et des émissions en 4D. Les participants apprennent à recueillir et à traiter les informations, à exprimer leur avis et à pondérer les informations.

Les apports de la recherche et de la pratique sont diffusés au sein de la société, et les idées créatives sont encouragées et appliquées. La mentalité des habitants du pays se caractérise par l'estime et la compréhension, ainsi que par le respect et l'intérêt pour l'ancien et le nouveau. La population est informée et formée. Les enfants et les jeunes connaissent les thèmes qui préoccupent les différentes parties du pays et les différentes régions linguistiques et culturelles, et sont au courant des enjeux auxquels les différentes communautés doivent répondre. Les enfants ont envie de devenir adultes ; ils sont entourés de modèles à l'esprit ouvert qui s'intéressent à eux.

L'âge d'entrée dans le monde du travail est flexible et adapté aux conditions individuelles. Les jeunes connaissent leurs besoins de travail et de formation. Ils peuvent suivre un apprentissage en entreprise ou opter pour le gymnase. Ils bénéficient d'un accompagnement dans leur parcours de formation, de sorte que même ceux qui font face à une crise pendant cette période obtiennent un diplôme professionnel. Les offres extrascolaires proposées pendant les années de transition permettent d'acquérir des compétences manuelles, techniques, sociales, etc. Ces années ne sont plus considérées comme des années perdues, mais reconnues et intégrées à la formation tout au long de la vie.

Le système de formation est ouvert et chacun peut s'épanouir grâce aux offres de perfectionnement et de qualification complémentaire. Chaque période de la vie est l'occasion d'acquérir de nouvelles connaissances, par la pratique et dans le cadre de la formation continue.

5 Travail et emploi

Dans la Suisse de 2035, les hautes technologies, la robotique, l'allongement de l'espérance de vie en nettement meilleure santé et l'évolution solidaire de la société influencent le travail et l'emploi. Les activités professionnelles et privées ont été redéfinies. L'éducation, les tâches d'aide non rémunérées et l'aide au voisinage ont désormais la même valeur que l'activité professionnelle et la formation sur les plans biographique, juridique et social. La conciliation entre vie familiale et vie professionnelle va de soi. La pratique professionnelle et les activités d'utilité publique sont accessibles bien plus tôt, tout au long de la formation de base. Les jeunes entrent ainsi plus tôt et plus facilement sur le marché du travail qu'en 2015. Le nouveau service citoyen obligatoire pour tous (voir ch. 9) renforce encore le lien avec la pratique, en particulier pour les étudiants. Les études prennent ainsi moins de temps, l'accent étant mis sur l'apprentissage tout au long de la vie. La discrimination a pratiquement disparu grâce à la mise en œuvre cohérente des politiques de la famille, de la formation et du marché de l'emploi.

La vie active proprement dite dure 50 ans : elle commence plus tôt, prend en considération l'allongement de l'espérance de vie et comprend les tâches éducatives et les activités d'aide non rémunérées. Le système de retraite est plus souple et tient compte des activités physiques lourdes exercées en cours de carrière. La pérennité du système de rentes est ainsi garantie et les seniors sont plus engagés socialement. Ils participent par exemple à l'éducation précoce des enfants défavorisés, apportant ainsi une contribution non négligeable à la solidarité entre les générations.

Les avancées technologiques majeures ont bouleversé les branches mondialisées. La recherche, le développement et l'innovation ont encore gagné en importance. Dans tous les métiers, même manuels, chacun se perfectionne et acquiert des qualifications complémentaires. Le système permet aux personnes de changer de domaine d'activité ou d'accéder à un échelon de qualification supérieur, tandis que les prestations fournies sont attestées par un certificat reconnu, qui soutient le développement professionnel tout au long de la vie. Les personnes qui assument des tâches auxiliaires ou de nettoyage sont considérées avec respect et touchent un salaire équitable. L'utilité de leur travail est reconnue et l'inclusion de toutes les personnes aptes à travailler est garantie. Grâce aux progrès informatiques, les journées des parents et des travailleurs de la connaissance sont organisées de telle sorte qu'ils n'ont plus besoin de se déplacer (ou en tout cas plus aux heures de pointe), leur laissant ainsi le temps d'assumer leurs tâches éducatives ou d'exercer leur créativité.

L'assurance-chômage de 2015 a été notablement étendue et s'appelle en 2035 « assurance travail, activité d'aide non rémunérée et formation continue ». Il s'agit d'une assurance proactive et préventive qui mise sur la formation continue pour prévenir le chômage. Une personne qui ne trouve pas d'emploi est rapidement orientée vers d'autres activités parmi la large palette offerte par le service civil élargi ou vers une formation optimale, afin de préserver son aptitude au placement.

6 Participation et responsabilité

Une pièce de théâtre au jardin d'enfants, la planification d'un voyage scolaire ou l'organisation d'un stand à l'école primaire ? Dans la Suisse de 2035, les enfants sont impliqués activement dès le plus jeune âge. En fonction de leur âge et de leurs intérêts, ils participent et assument peu à peu des responsabilités. L'apprentissage de la participation et de la prise de responsabilités fait partie intégrante de l'éducation, mais c'est aussi un droit qui a été octroyé formellement aux enfants. Ces derniers sont considérés comme des acteurs à part entière dans les processus de planification et de décision que cela soit au niveau social ou politique. La Suisse met ainsi en œuvre les droits de participation inscrits dans la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant. Les communes, les cantons et la Confédération se sont dotés de bases légales prévoyant l'implication obligatoire des enfants et des jeunes dans les processus politiques et sociaux, de la planification à la décision. Leurs droits vont de la participation à la codécision pleine et entière, en passant par l'audition et la collaboration, y compris dans le processus de mise en œuvre des décisions. Des procédures de participation, rapides et faciles d'accès, ainsi que des espaces de conception et d'action autonomes sont prévues pour les jeunes. La participation s'appuie majoritairement sur les médias électroniques. Les enfants et les jeunes peuvent soumettre, de manière adaptée à leur âge, leurs idées et formuler leurs souhaits sur la plateforme en ligne mentionnée au point 1. Des acteurs sociaux et politiques étudient régulièrement et de manière institutionnalisée ces idées et souhaits.

Ces nouvelles formes de participation sont proches des enfants et des jeunes. Les obstacles bureaucratiques ont disparu, les processus adaptés aux besoins des jeunes. Les nouvelles formes de participation sont le fruit du développement, avec l'aide des enfants et des jeunes, de formes préexistantes comme les parlements des enfants et des jeunes (ou d'organes similaires), qui fournissent une plateforme de participation nationale, cantonale et locale adaptée à l'âge, facile d'accès et durable. Par ailleurs, l'éducation à la citoyenneté fait partie intégrante des plans d'études de toutes les voies de formation. Les interlocuteurs des enfants et des jeunes dans les instances politiques et administratives ont appris à réagir adéquatement aux demandes politiques des jeunes. Des moyens adaptés sont employés pour sensibiliser les enfants et les jeunes et les encourager à faire usage de leurs droits de participation. Des offres spécialement prévues pour eux sont proposées pour promouvoir la relève dans le système de milice de la démocratie directe.

La participation ne se limite pas à la politique, elle va de soi dans les domaines les plus divers comme la famille, l'école enfantine, l'école, le monde de la formation et du travail, l'espace public, les associations, mais aussi l'animation socioculturelle. Les enfants et les jeunes apprennent ainsi dès le plus jeune âge à assumer des responsabilités, à défendre leurs intérêts et à manifester leurs envies. Tous les citoyens sont ainsi davantage responsables. Les décisions qui touchent en priorité les enfants et les jeunes ne sont pas prises par une autre génération (plus âgée) mais autant que possible par la génération concernée elle-même ou dans le cadre d'une concertation intergénérationnelle. Les enfants et les jeunes sont ainsi intégrés de manière optimale dans la société. Entrés en contact très jeunes avec les diverses possibilités de participation, ils restent naturellement enclins à participer à l'âge adulte également. L'implication des enfants et des jeunes améliore les capacités d'innovation de la société dans son ensemble ; la politique et l'économie profitent elles aussi de leurs idées innovantes.

Les méthodes éprouvées ont été intégrées dans les nouvelles structures. Par exemple, la « Landsgemeinde » a gagné en importance et en légitimité, car elle s'appuie sur des échanges intensifs préalables entre tous les acteurs intéressés. Les enfants et surtout les jeunes ont bien sûr aussi leur mot à dire, même s'ils n'ont pas le droit de vote. Grâce aux possibilités de participation évoquées plus haut, les jeunes s'intéressent aussi aux résultats. Ils découvrent ainsi dans quelle mesure ils peuvent influencer sur les décisions ou être influencés à leur tour par d'autres acteurs. Le grand public peut suivre la plupart des activités sur la plateforme en ligne. Les médias se procurent des informations ciblées et exercent de manière interactive une influence sur les procédures en cours.

7 Cohésion

La Suisse de 2035 est une Suisse profondément plurielle. Rassemblant les générations, au-delà de la couleur des passeports, la société suisse voit tous ses habitants comme des membres à part entière. Ils apportent leurs idées, leur force de travail et leur envie d'assurer une vie meilleure à leurs enfants et une prospérité à l'ensemble de la société. Le chablon du « bon » Suisse n'existe pas, seule existe une multitude plurielle de choix de vie. La Suisse est devenue un véritable espace de libertés où la diversité des parcours de vie est perçue comme un enrichissement. Les institutions s'adaptent aujourd'hui aux réalités sociales et l'organisation de la vie familiale a suivi cette évolution bienvenue. Les communautés de vie sont nombreuses et diverses. A la manière d'une colonne vertébrale, l'intérêt supérieur de l'enfant est placé au cœur de cette diversité.

Pour que cette liberté soit possible, la Suisse de 8 à 10 millions d'habitants a compris que la vie en société s'organise autour d'un socle de valeurs que tous doivent partager. Ce socle commun permet l'émergence d'un vivre ensemble pacifié. Ces valeurs communes sont inscrites dans la Constitution fédérale et constituent les fondements de la vie en commun, qui s'articulent autour de trois valeurs clés : la défense des libertés par l'Etat de droit, la démocratie et le pluralisme politique, et l'Etat social. L'Etat de droit vise à garantir les libertés fondamentales, en les protégeant notamment de l'arbitraire des autorités sur les individus. Il protège également l'égalité entre les individus, garantissant que chacun est traité sur un pied d'égalité, quel que soit son genre, son passeport ou ses croyances religieuses. La démocratie et le pluralisme politique sous-tendent un système politique capable de rendre compte de la diversité des valeurs, des opinions et des objectifs. Enfin, l'Etat social représente un complément essentiel à l'économie de marché. L'effort de solidarité porté par les membres de la société assure l'existence d'un filet social capable de soutenir les membres les plus faibles. Ensemble, ces trois valeurs forment les conditions-cadre d'un vivre ensemble où la liberté de chacun est rendue possible.

L'idée d'une intégration d'après le modèle du « bon » Suisse à copier a cédé la place à une intégration strictement fonctionnelle. Il ne s'agit plus d'opposer les Suisses aux étrangers et d'exiger de ces derniers qu'ils se fondent dans la masse. Cette intégration fonctionnelle s'adresse de manière égale à tous les citoyens et les résidents. Le passeport ne compte pas, seule compte l'envie d'être partie prenante d'un projet de société commun et la nécessité de respecter un socle de valeurs communes. Cette intégration poursuit l'objectif de donner à chacun les moyens d'être un citoyen responsable, capable de défendre ses droits et de remplir ses devoirs envers ses concitoyens. L'acquisition de compétences linguistiques est un élément essentiel de cet « empowerment ».

Cette intégration fonctionnelle repose sur le pilier fondamental de l'éducation gratuite et universelle. L'école obligatoire est le lieu de formation des futurs citoyens suisses. Elle donne à chacun les outils critiques pour développer une opinion personnelle et définir ses projets de vie. Cette éducation de haute qualité participe de manière essentielle à la garantie de l'égalité des chances. Aucun participant au projet suisse n'est pris au piège de ses origines, de son statut social ou des moyens financiers de ses parents. L'école puis le marché du travail et la vie politique sont organisés de manière à combattre systématiquement toute discrimination. Sur le plan politique, la participation au projet commun confère à tous les jeunes résidents, citoyens suisses et étrangers, un droit de vote et d'éligibilité. Le message adressé à la jeunesse est un message d'inclusion et de responsabilités : tous participent d'égal à égal aux choix de la communauté. De même, un service citoyen à la communauté offre à chacune et chacun l'opportunité de mettre ses compétences et son temps au service de la communauté.

En 2035, la Suisse a réussi à prendre conscience des ressources extraordinaires que représente sa diversité naturelle, liée au vivre ensemble entre différents espaces linguistiques et culturels. S'ajoute à cet avantage le succès des politiques d'intégration et de prévention des discriminations. Les langues et les cultures d'Europe et du monde se trouvent rassemblées en Suisse, et les jeunes ont l'immense opportunité de s'y confronter et d'appivoiser peu à peu les différences et les ressources dont ces cultures sont porteuses. La mondialisation s'incarne en Suisse, et ses jeunes citoyens l'utilisent comme lieu de formation. Grâce à des programmes scolaires et professionnels d'échanges, systématisés à

l'échelon de l'école obligatoire et des formations post-obligatoires, les jeunes Suisses ont tous l'occasion de se frotter aux réalités d'un pays multiple. La Suisse promeut des citoyens capables de communiquer ensemble et de comprendre le contexte culturel de leurs compatriotes. La pertinence de ces compétences est relayée et vécue en exemple par les milieux économiques et politiques. Grâce à cet accès aux cultures des confédérés, les jeunes Suisses grandissent avec la conscience aiguë d'être dans un pays qui veut être un pays, un pays où la volonté d'agir ensemble est portée en exemple. Une fois entrés dans la vie professionnelle, ces citoyens fêtent le vivre ensemble national en véritables compatriotes, sensibles aux demandes des confédérés. Ensemble, ils re-fondent et portent au jour le jour le projet d'une Suisse « de volonté », rappelant dans leurs décisions politiques l'importance de cette union.

8 Coopération internationale

La Suisse de 2035 a su confirmer sa capacité à être une championne de la mondialisation. Comme peu d'autres, elle assure sa prospérité par sa capacité à développer des idées, produits et prestations à haute valeur ajoutée en termes d'innovation et de qualité. Grâce à sa politique d'accueil des organisations et acteurs internationaux – à Genève et sur l'arc lémanique, à Bâle, à Berne et à Zurich –, elle entretient d'excellentes relations avec les autres pays du monde, tant sur le plan commercial que diplomatique et politique. En parallèle à ses succès, elle a développé une politique étrangère axée sur la responsabilité et la solidarité.

La Suisse de 2035 reconnaît pleinement que sa prospérité est liée à sa responsabilité. Il en va tout d'abord de la prise de conscience que ses choix de société influencent clairement la qualité de vie des autres habitants de la planète. Sa prospérité ne peut s'entretenir au détriment des populations du monde et de l'environnement. En plus des défis environnementaux, la politique migratoire et la politique agricole, notamment les frais de douane imposés aux produits venant des pays du sud, mettent directement en jeu cette responsabilité. Partout où elle en a les moyens, la Suisse cherche à prévenir les effets négatifs induits par ses choix et à offrir des opportunités à ses partenaires.

Cette Suisse responsable porte avec ambition sa part de solidarité internationale. Les valeurs de liberté et d'égalité qui sont les siennes guident son action contre la pauvreté et les régimes qui nient l'individu. Cet engagement se concrétise dans l'objectif absolument crucial d'« empowerment » à l'égard des jeunes générations à travers le monde. La Suisse profite de sa présence internationale et de ses liens privilégiés avec les acteurs présents sur son territoire pour promouvoir une réflexion politique axée sur le long terme et les jeunes générations. La Suisse va plus loin que son engagement historique pour la promotion des droits de l'homme. Elle a choisi de revisiter sa politique des bons offices en axant ses efforts sur la jeunesse. Cette promotion des jeunes générations et l'encouragement de relations constructives par-delà les clivages idéologiques chez les futurs citoyens du monde représentent deux contributions clés de la Suisse. Depuis cinq ans, cet engagement s'est concrétisé par un renforcement très important de la présence des jeunes dans les instances internationales. En assurant le fonctionnement du programme « Youth for the future », la Suisse s'est positionnée comme un pays hôte très innovant pour les organisations internationales.

Cet objectif prioritaire d'« empowerment » influence également la politique d'immigration de la Suisse solidaire. Grâce à des programmes de mobilité réunis autour de la « red card » helvétique, la Suisse offre des opportunités de formation à des jeunes venus des pays en développement. Après avoir travaillé ou s'être formés durant quelques années en Suisse, ces jeunes retournent dans leur pays pour faire profiter leur communauté d'origine du savoir acquis. La Suisse a fait de cette politique de mobilité un axe central de sa politique d'aide au développement. La migration est enfin reconnue comme un outil essentiel de cette aide. Grâce aux milliers de jeunes qui ont profité de cette opportunité, le réseau des

contacts politiques du pays s'est développé de manière impressionnante. Ces milliers d'« ambassadeurs » permettent à la Suisse de faire cohabiter ses obligations de lutte contre la pauvreté et ses intérêts économiques et politiques.

La politique étrangère suisse poursuit avec conviction l'engagement d'une Suisse responsable et solidaire, axé en priorité sur la jeunesse du monde entier. Pour rester prospère et cohérente avec ses valeurs, la Suisse n'a d'autre choix que de plaider pour une mondialisation à l'avantage de toutes les parties prenantes. En agissant concrètement auprès des jeunes générations, elle s'engage pour que chaque être humain puisse avoir les moyens matériels et les opportunités de devenir maître de son existence en usant de sa liberté.

9 Sécurité

La sécurité au sens large est essentielle pour profiter de la vie l'esprit libre : elle inclut l'attention portée à l'individu, l'éducation, la coresponsabilité, les perspectives ainsi que la participation des jeunes et des moins jeunes. Sur le plan politique, elle implique cohérence et efficacité dans les domaines de la sécurité juridique et physique, de la famille, des questions sociales, de la formation, du marché du travail, des transports et du développement urbain.

A posteriori, la politique de sécurité de la Suisse de 2015 semble traduire une vision nostalgique de l'histoire : l'armée y avait beaucoup de poids, tandis que les polices cantonales et communales et le corps des gardes-frontières étaient en sous-effectif et souffraient de lacunes. En outre, le transport ferroviaire était doté de son propre service de sécurité. Au début du XXI^e siècle, la Suisse était passablement en retard dans sa manière d'évaluer et de combattre les risques de terrorisme et d'espionnage. En 2035, la sécurité se conçoit de manière globale, et tant la population que les organisations de sécurité et la recherche apportent leur pierre à l'édifice.

Il n'y a plus comme en 2015 un service militaire obligatoire pour les hommes, mais un service citoyen pour tous. Tous les jeunes Suisses et résidents doivent, entre 18 et 25 ans, se mettre au service de la communauté, dans le domaine militaire, dans la protection civile ou sous la forme d'un service civil. Ce dernier peut être effectué dans le domaine de la santé, de la formation ou dans le domaine social, mais aussi dans le service public, l'agriculture de montagne, la protection de la nature ou la coopération internationale. Pour la société civile, le courage civique dans les lieux de la vie quotidienne fait partie intégrante d'une communauté solidaire. En 2035, l'espace public est le « salon de la société » : les individus et les groupes recherchent les lieux où ils se sentent bien et y assument des responsabilités.

L'armée et la police ont été modernisées et professionnalisées. Leur organisation est plus simple et orientée vers la lutte contre les risques et dangers effectifs. La politique militaire est portée par une armée de métier à la hauteur des enjeux continentaux et mondiaux. Le corps des gardes-frontières a un effectif suffisant et ne manque pas de matériel dernier cri. Il assure également la sécurité dans les aéroports et dans les trains, garantissant ainsi dans tout le pays un haut niveau de sécurité aux points névralgiques. La structure fédéraliste de la police est toujours d'actualité, dans l'idée d'assurer une sécurité de proximité.

La Suisse de 2035 joue un rôle de premier plan dans la recherche sur les conflits et dans les échanges internationaux sur les questions de sécurité. Une communauté de recherche entre les hautes écoles assure un haut niveau de connaissances en matière de sécurité dans tout le pays. Les coopérations internationales sont bien développées et permettent de prévenir rapidement les nouveaux risques.